SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 JUIN 1922

Rapport de la Commission de l'Agriculture, chargée d'examiner le Projet de Loi prorogeant le délai pour l'application aux concessions de tramways des tarifs de péage majorés.

(Voir les n^{os} 200, 334 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 23 juin 1922.)

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président ; BÉOSIER, BRAFFORT, DE KERCHOVE D'OUSSELGHEM, POLET et le baron P. DE MOFFARTS, rapporteur.

MESSIEURS,

Quatre fois déjà, la Législature a reconnu la nécessité de majorer les taux de péage autorisés par les cahiers de charges régissant les concessions des tramways ; la loi du 18 juillet 1919 a donné l'autorisation au Gouvernement de majorer les tarifs pour un an, ce délai a successivement été prorogé par les lois des 16 août 1920, 29 avril 1921 et 31 décembre ; 1921 il expire le 30 juin prochain. Le Gouvernement demande une nouvelle prolongation d'un an ; la Chambre a adopté le projet en sa séance du 23 juin par 70 voix contre 36 et rejeté deux amendements tendant à déterminer l'utilisation des sommes représentant le montant des diminutions des salaires fixées conformément à l'index number.

La nouvelle prolongation d'un an, qu'un membre aurait voulu voir réduire à six mois, se justifie quant au fond par les motifs qui ont fait adopter les quatre lois précédentes, c'est-à-dire les modifications profondes survenues depuis la guerre dans les conditions économiques et l'accroissement des frais d'exploitation et quant à la durée par le fait que les principales commissions régionales instituées par le Gouvernement pour l'étude de cette question très complexe, n'ont pas terminé leurs travaux ; que l'accord entre les divers intéressés n'est pas encore réalisé et qu'il est préférable de laisser stabiliser les conditions économiques avant de prendre des décisions définitives qui, trop hâtives, pourraient être défavorables au public.

Pour ces motifs la Commission de l'Agriculture, par 5 voix contre une abstention, propose au Sénat d'adopter le projet tel qu'il nous est transmis par la Chambre, la question restant entière en ce qui concerne les conditions éventuelles à imposer aux majorations des tarifs.

Le Rapporteur,
Baron P. DE MOFFARTS.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.